

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier** (ministre des Communications): Monsieur le président, à la première partie de la question, je dois malheureusement dire que je ne peux pas encore donner de réponse définitive à ce sujet, étant donné la complexité de l'opération qui consiste à passer les pouvoirs d'un organisme déjà existant à celui que nous venons de créer. Quant à la deuxième partie de la question de l'honorable député, je ne peux pas non plus y répondre pour le moment. Cependant, je crois qu'il pourrait tirer lui-même ses conclusions au sujet de la situation actuelle dans les négociations qui doivent se poursuivre à compter de mardi prochain avec tous les ministres provinciaux réunis à Ottawa.

\* \* \*

● (1450)

[Traduction]

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE CONTINGEMENT DES IMPORTATIONS D'ŒUFS AMÉRICAINS—LE RISQUE DE REPRÉSAILLES

**M. Jack Murta** (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu de certaines déclarations du ministre de l'Agriculture au sujet des quotas et de nos relations avec les États-Unis, le ministre est-il au courant de la lettre que le sénateur Talmadge, président du comité de l'agriculture du Sénat Américain, a envoyée au président des États-Unis, lui demandant que les États-Unis prennent des mesures de rétorsion au cas où le Canada imposerait des quotas? Je pose cette question étant donné la tension que suscitent les échanges de produits agricoles entre nos deux pays.

**L'hon. Allan J. MacEachen** (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne suis pas au courant de cette lettre, monsieur l'Orateur, et je ne crois pas que l'on puisse parler de relations tendues entre le Canada et les États-Unis à cause des échanges de produits agricoles.

**M. Murta**: Je ne suis pas d'accord avec le secrétaire d'État sur ce point. Cependant, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Étant donné que toute rupture des relations commerciales entre nos deux pays nuirait en fin de compte au producteur canadien et, fort vraisemblablement au consommateur canadien, je demande au premier ministre s'il est prêt à envoyer sur-le-champ le ministre de l'Agriculture aux États-Unis pour aplanir avec son homologue les difficultés que les échanges de produits agricoles peuvent susciter entre nos deux pays?

**Le très hon. P. E. Trudeau** (premier ministre): Je rappelle à la Chambre que le ministre de l'Agriculture a déjà rencontré le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, il y a quelques mois. Je suis heureux que le député reconnaisse le pouvoir de persuasion de mon collègue. Rien n'indique qu'une nouvelle visite soit nécessaire à l'heure actuelle.

Questions orales

### LA SANTÉ

#### LA BAISSÉ APPARENTE DE LA QUALITÉ DES SOINS MÉDICAUX—L'OPPORTUNITÉ DE CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES AU SUJET DE PROGRAMMES MOINS CÔUTEUX

**M. P. B. Rynard** (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sait-il que depuis que les provinces ont coupé leurs dépenses au chapitre de la santé, la qualité des soins médicaux a baissé? De plus, voudrait-il nous dire s'il compte discuter avec ses homologues provinciaux lors de leur rencontre en septembre, les questions d'aide financière, de santé et des frais partagés dans le cadre des programmes d'assurance-santé au-dessous des soins extensifs?

**L'hon. Marc Lalonde** (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): En réponse à la première partie de la question, je dis que les données statistiques sur la santé ne semblent pas confirmer les vues que le député a exprimées. Pour ce qui est de la seconde partie de la question, un groupe d'étude travaille de concert avec les provinces. Certaines provinces n'ont pas encore envoyé les renseignements qui leur ont été demandés, mais j'ai demandé qu'on les fasse parvenir à mes fonctionnaires au plus tard le 15 juillet, afin de nous permettre d'examiner à la réunion qui se tiendra cet automne la substitution de certains soins moins coûteux de traitements actifs dispensés dans les hôpitaux, en vertu de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques.

\* \* \*

### LE LOGEMENT

#### L'ABANDON DU PROGRAMME DE PROJETS TÉMOINS URBAINS—LA POSSIBILITÉ D'UNE NOUVELLE PRÉSENTATION DES PROJETS

**M. Howard Johnston** (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle du député de Bellechasse. Elle s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Je suppose que toutes les municipalités et tous les organismes qui ont présenté des projets dans le cadre du programme de projets témoins urbains ont été informés de l'abandon de ce programme. Cet abandon ayant été qualifié de suspension, pourrais-je savoir si l'avis adressé aux municipalités mentionnait une date à laquelle on pourrait de nouveau présenter des projets ou si le ministre a préféré remettre le choix de cette date à plus tard?

**L'hon. Barney Danson** (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je suis moi-même en train d'écrire aux municipalités et à tous ceux qui ont présenté des projets pour leur apprendre, tout en leur retournant leur projet, que le programme a été suspendu. Je suis désolé de devoir le faire, car c'était un programme riche de promesses et qui avait suscité beaucoup d'intérêt partout au Canada. Quoi qu'il en soit, étant donné l'ordre des priorités, le gouvernement a jugé que ce programme devait être réduit ou suspendu. Je n'ai pas fixé de date pour la reprise de ce programme, si jamais il doit reprendre un jour; j'espère qu'il reprendra. Si je me suis refusé à préciser la date d'une reprise possible, c'est que je n'en ai pas la moindre idée. Ce qui importe maintenant, c'est d'assurer le succès des programmes déjà lancés. Cela assuré, nous pourrions songer à l'avenir.